

# Rapport annuel 2025 des comités paritaires

## Loi sur les décrets de convention collective (c. D-2, a. 23)

Nom du comité

COMITÉ PARITAIRE DE L'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS, RÉGION DE MONTRÉAL

Adresse du siège social

4351, RUE D'IBERVILLE, MONTRÉAL (QUÉBEC) H2H 2L7

Nom du décret

DÉCRET SUR LE PERSONNEL D'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS, RÉGION DE MONTRÉAL

Signature : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

## Partie 1 - Données statistiques

**Tableau I** - Nombre d'assujettis

**Partie 1 (tableaux II à V) : À transmettre au Ministère au plus tard le 31 janvier 2026**

**Tableau II** - Portrait des salariés assujettis

**Tableau III** - Données sur les parties contractantes et sur les autres syndicats

**Tableau IV** - Masse salariale

**Tableau V** - Nombre de salariés



## Tableau II – Portrait des salariés assujettis

### Mois de référence : **Mai 2025**

Présenter les données pour chacune des zones territoriales, le cas échéant.

#### Notes :

- (1) Les apprentis soumis à un régime d'apprentissage en vue d'obtenir un certificat de qualification doivent apparaître distinctement sous cette rubrique.
- (2) Nombre d'heures travaillées en septembre.
- (3) Salaire moyen : la base de calcul utilisée pour établir le salaire moyen est indiquée au bas du tableau.
- (4) Si le nombre total de salariés diffère de celui du Tableau I, expliquez-en les raisons.

Métier ou occupation (1)	Nombre d'heures Travaillées (taux normal) (2)	Nombre d'heures Travaillées (taux supplémentaire) (2)	Salaire moyen (3)	Nombre de salariés qui reçoivent plus que le salaire minimum du décret	Nombre total des salariés (4)
<b>Classe A</b>	<b>894 605.59</b>	<b>14 947.78</b>	<b>21.99</b>	<b>1464</b>	<b>8 159</b>
Classe A-B	468 594.55	4 454.4	21.67	737	4 211
Classe A-B-C	1 586.35	6.83	21.89	2	13
Classe A -B-Chef d'équipe A	21 870.61	386.78	22.20	68	142
Classe A-B, chef d'équipe A-B	5 255.96	137.52	22.44	23	41
Classe A-B, chef d'équipe B	1 342.15	62.5	22.04	5	10
Classe A-B-C, Chef d'équipe A	240	0	21.90	0	2
Classe A-B-C, chef d'équipe A-B-C	236.58	38.81	23.99	2	2
Classe A-B-C, chef d'équipe A-C	179.5	10	22.98	1	2
Classe A-C	6 33.43	381.45	23.88	26	49
Classe A-C, chef d'équipe A-C	706.78	1.5	24.52	3	5
Classe A, chef d'équipe A	34 304.49	1 540.89	22.65	119	222
Classe A, chef d'équipe A-B	1 299.31	96.2	22.09	6	9
Classe A-B, chef d'équipe A-C	547.9	0	24.16	5	5
Classe A, chef d'équipe B	479.23	15	32.89	3	3
Classe A, chef d'équipe C	567.75	0	22.03	2	6
<b>Classe B</b>	<b>292 768</b>	<b>2 127.31</b>	<b>21.87</b>	<b>616</b>	<b>3 016</b>
Classe B-C	1315.85	17	21.76	7	13
Classe B, chef d'équipe A	1 275.32	31.5	22.67	4	7
Classe B, chef d'équipe B	5 296.8	250.25	22.62	27	39
Classe B, chef d'équipe A-B	130	0	22.52	1	1
<b>Classe C</b>	<b>22 002.59</b>	<b>1 719.72</b>	<b>25.34</b>	<b>87</b>	<b>173</b>
Classe C, chef d'équipe A-C	443.5	26	25.02	1	4
Chef d'équipe A	21 743.02	511.47	23.24	80	145
Chef d'équipe A-B	3 070.24	25.81	22.93	13	20
Chef d'équipe B	3 804.45	47.38	23.82	21	31
Chef d'équipe C	1 055.42	45.75	28.78	4	7
<b>Total</b>	<b>1 790 755.36</b>	<b>26 881.85</b>		<b>3 324</b>	<b>16 337</b>

## Tableau III – Données sur les parties contractantes patronales

**Mois de référence : Mai 2025**

Présenter les données pour chacune des zones territoriales, le cas échéant.

**Notes :**

- (1) **Nom des parties contractantes patronales** : mentionner le nom de chaque partie ou association contractante patronale.
- (2) **Nombre de membres** : indiquer, pour chaque association patronale contractante, le nombre de membres assujettis au décret et visés par une accréditation syndicale en vertu du *Code du travail* ainsi que le nombre total de membres assujettis au décret.
- (3) **Nombre de salariés** : indiquer, pour chaque association patronale contractante, le nombre de salariés assujettis au décret et syndiqués en vertu du Code du travail et, pour cette association également, le nombre total de salariés assujettis au décret.

Nom des parties contractantes patronales (1) <small>Vous devez être en mesure de nous fournir, en tout temps, la liste des membres des parties contractantes au comité paritaire.</small>	Nombre de membres (2)		Nombre de salariés (3)	
	Visés par une accréditation syndicale	Total	Syndiqués	Total
L'ASSOCIATION DES ENTREPRENEURS DE SERVICES D'ÉDIFICES QUÉBEC INC.	7 employeurs et 14 accréditations	20	6010	7216

## Tableau III-B – Données sur les parties contractantes syndicales

### Mois de référence : Mai 2025

Présenter les données pour chacune des zones territoriales, le cas échéant.

**Notes :**

- (1) **Nom des parties contractantes syndicales** : mentionner le nom de chaque partie contractante syndicale.
- (2) **Nombre d'accréditations** : indiquer, pour chaque partie contractante syndicale, le nombre d'accréditations détenues en vertu du Code du travail.
- (3) **Nombre de salariés syndiqués** : indiquer, pour chaque partie contractante syndicale, le nombre de salariés syndiqués en vertu du Code du travail et assujettis au décret.

Nom des parties contractantes syndicales (1) <small>Vous devez être en mesure de nous fournir, en tout temps, la liste des accréditations affiliées aux parties contractantes du comité paritaire.</small>	Nombre d'accréditations (2)	Nombre de salariés syndiqués (3)
L'UNION DES EMPLOYÉS ET EMPLOYÉES DE SERVICE, SECTION LOCAL 800 (FTQ)	23	6672

## Tableau III-C – Données sur les autres syndicats

**Mois de référence : septembre (4) Zone**

Présenter les données pour chacune des zones territoriales, le cas échéant.

**Notes :**

- (1) **Nom des syndicats** : mentionner le nom de chaque syndicat non partie contractante au décret.  
 (2) **Nombre d'accréditations** : indiquer, pour chaque syndicat, le nombre d'accréditations détenues en vertu du Code du travail.  
 (3) **Nombre de salariés syndiqués** : indiquer, pour chaque syndicat, le nombre de salariés syndiqués en vertu du Code du travail et, pour chaque syndicat également, le nombre de salariés assujettis au décret.

Nom des syndicats non partie contractante (1)	Nombre d'accréditations (2)	Nombre de salariés syndiqués (3)
NON DISPONIBLE		

## Tableau IV – Masse salariale

Présenter les données pour chacune des zones territoriales, le cas échéant.

### Notes :

(1) **Masse salariale** : La somme des salaires bruts versés aux assujettis du décret, pour chaque mois.

4 <sup>e</sup> trimestre année précédente			1 <sup>er</sup> trimestre de l'année		
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars
40 761 799\$	41 252 022\$	40 849 917\$	43 305 213\$	37 489 313\$	40 409 684\$

2 <sup>e</sup> trimestre de l'année			3 <sup>e</sup> trimestre de l'année			Total
Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Total 12 mois
39 633 258\$	44 710 799\$	40 353 501\$	44 140 201\$	32 312 364\$	42 692 694\$	487 910 765\$

## Tableau V – Nombre de salariés

Présenter les données pour chacune des zones territoriales, le cas échéant.

	4 <sup>e</sup> trimestre année précédente			1 <sup>er</sup> trimestre de l'année		
	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars
Nombre de salariés	16 481	16 436	16 115	16 077	15 991	16 095

	2 <sup>e</sup> trimestre de l'année			3 <sup>e</sup> trimestre de l'année			Total
	Avril	Mai	Juin*	Juillet	Août	Septembre	Moyenne 12 mois
Nombre de salariés	16 124	16 337	16 210	16 087	15 843	15 853	16 137

# Rapport annuel 2025 des comités paritaires

Loi sur les décrets de convention collective (c. D-2, a. 23)

Nom du comité

COMITÉ PARITAIRE DE L'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS, RÉGION DE MONTRÉAL

Adresse du siège social

4351, RUE D'IBERVILLE, MONTRÉAL (QUÉBEC) H2H 2L7

Nom du décret

DÉCRET SUR LE PERSONNEL D'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS, RÉGION DE MONTRÉAL

Signature : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

## Partie 2 - Données administratives

**Partie 2 : À transmettre au Ministère au plus tard le 31 mars 2026**

**Tableau VI** - Examens de qualification **N/A**

**Tableau VII** - Réclamations

**Tableau VIII** - Poursuites au civil

**Tableau IX** - Poursuites au pénal

**Tableau X** - Liste des réclamations transmises au procureur pour poursuites civiles et celles en instance devant les tribunaux

**Tableau XI** - Inspections dans les entreprises

## Tableau VII – Réclamations

## Notes :

- (1) Considérer ou compiler une seule fois l'entreprise qui a fait l'objet de plusieurs réclamations.  
 (2) Les montants inscrits sous chaque rubrique ne doivent pas comprendre la pénalité de 20 % (a. 22-c) de la loi ni les autres infractions pénales commises en vertu des articles 30 à 39 de la loi.  
 (3) Inscrire **toutes les réclamations en suspens** incluant celles transmises au procureur pour procédures légales.  
 (4) Si une modification augmente la réclamation initiale, cette augmentation est reportée à l'item « **Facturées au cours de l'année** ».  
 (5) Indiquer le total des réclamations \* en suspens + les réclamations « facturées » au cours de l'année.  
 (6) Indiquer **les réclamations réduites** pour les motifs suivants : annulation, compromis, correction, règlements hors cour.  
 (7) Ce montant est le résultat des rubriques suivantes : \* en suspens au 1<sup>er</sup> janvier + « facturées au cours de l'année » - « Perçues » - « Modifiées » - « Autres modifications ».

Réclamations	Nombre de réclamations	Nombre d'entreprises (1)	Montant (2)	Nombre de salariés concernés
En suspens au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année (3)	275		1 009 260.10\$	
<b>Plus :</b> Facturées au cours de l'année (4)	586	446	969 707.53\$	1541
<b>Total « en suspens » + « facturées » (5)</b>	861		1 978 967.63	
<b>Moins :</b> Perçues au cours de l'année	335	266	449 900.58\$	840
<b>Moins :</b> Modifiées à la suite d'une faillite	6	5	5 918.08\$	6
<b>Moins :Impossibilité d'exécuter</b> Modifiées à la suite d'un jugement	24	18	48 100.55\$	26
<b>Moins :</b> Autres modifications (4-6)**	165	152	327 414.67\$	603
<b>Solde :</b> En suspens au 31 décembre de l'année (7)	331		1 147 633.76\$	

** Détail autres modifications	Nombre de réclamations	Nombre d'entreprises	Montant	Salariés
Annulations	84	79	94 983.37\$	288
Règlements, amendement et explications	81	73	232 431.30\$	315

Total des pénalités perçues au cours de l'année (a. 22-c de la LDCC) : 22 500.26\$

Nombre d'entreprises visées par ces pénalités : 32

Montant total des infractions pénales : 21 794.43\$

Nombre d'entreprises visées par ces infractions : 71

## Tableau VIII – Poursuites au civil (1)

## Note :

(1) Le nombre de poursuites « en suspens au 1<sup>er</sup> janvier » est additionné à celles « inscrites au cours de l'année »; de ce résultat, soustraire les poursuites « retirées au cours de l'année » et celles « jugées au cours de l'année ». Le total obtenu est celui devant apparaître à l'item poursuites « en suspens au 31 décembre de l'année ».

Nombre de poursuites	En suspens au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année	Inscrites au cours de l'année	Retirées au cours de l'année	Jugées au cours de l'année	En suspens au 31 décembre de l'année
	70	60	1	Par défaut :14 Hors cour :29 Audition :0	86

## Tableau IX – Poursuites au pénal (1)

## Note :

(1) Le nombre de poursuites « en suspens au 1<sup>er</sup> janvier » est additionné à celles « inscrites au cours de l'année »; de ce résultat, soustraire les poursuites « retirées au cours de l'année » et celles « jugées au cours de l'année ». Le total obtenu est celui devant apparaître à l'item poursuites « en suspens au 31 décembre de l'année ».

	En suspens au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année	Inscrites au cours de l'année	Retirées au cours de l'année	Jugées au cours de l'année	En suspens au 31 décembre de l'année
Nombre de poursuites	58	47	10	Jugées : 47 Jugées partielles :4	44
Nombre de chefs d'accusation	419	335	175	Jugés :237 Retraits :36	306

## Tableau X – Liste des réclamations transmises au(x) procureur(s) pour poursuites civiles et de celles en instance devant les tribunaux

En suspens au 31 décembre

Nom de l'employeur poursuivi (Liste chronologique)	Montant de la réclamation	Date de la réclamation	Date de la remise au procureur	Date de l'inscription de la poursuite
1	14 796.28 \$	2024/09/10	2024/10/18	2024/12/17
2	4 228.45 \$	2024/11/19	2025/01/31	2025/06/20
3	5 506.67 \$	2025/01/15	2025/02/20	2025/07/08
4	4 891.43 \$	2025/01/07	2025/02/20	2025/06/16
5	1 867.45 \$	2025/01/29	2025/03/13	2025/03/31
6	730.79 \$	2025/05/16	2025/07/03	S/O
7	3 523.36 \$	2025/07/04	2025/08/14	2025/10/09
8	122 882.84 \$	2025/07/30	2025/08/19	2025/09/27
9	1 686.14 \$	2025/05/27	2025/08/28	2025/12/04
10	5 804.59 \$	2025/10/10	2025/11/25	2025/11/26
11	23 597.93 \$	2015/10/15	2016/02/26	2016/04/13
12	15 369.78 \$	2016/11/08	2017/02/01	2017/02/08
13	16 297.44 \$	2016/11/29	2017/04/03	2017/05/18
14	17 432.50 \$	2016/12/02	2017/02/23	2017/04/27
15	83 860.33 \$	2016/12/19	2017/02/01	2017/02/08
16	413.36 \$	2017/03/31	2017/06/28	2017/08/11
17	5 735.75 \$	2017/06/27	2017/06/28	2017/08/11
18	1 243.44 \$	2017/06/27	2017/08/09	2017/09/01
19	16 540.14 \$	2017/08/23	2017/09/12	2017/10/26
20	7 904.46 \$	2017/08/23	2017/09/12	2017/10/26
21	1 531.83 \$	2019/08/27	2019/10/18	2019/10/18
22	360.28 \$	2019/10/17	2019/10/18	2019/10/18
23	1 692.92 \$	2020/01/22	2021/03/03	2021/03/30
24	1 079.42 \$	2020/11/09	2021/03/03	2021/03/30
25	886.50 \$	2020/12/08	2020/12/14	2021/01/08
26	4 721.97 \$	2020/12/09	2020/12/14	2021/01/08

<b>27</b>	5 433.55 \$	2022/06/20	2023/08/16	2022/09/19
<b>28</b>	7 467.53 \$	2022/06/22	2023/08/16	2022/12/02
<b>29</b>	7 971.53 \$	2022/08/10	2022/09/07	2022/09/09
<b>30</b>	7 005.64 \$	2022/09/21	2022/10/18	2022/11/15
<b>31</b>	1 702.74 \$	2022/11/14	2022/12/21	2023/01/10
<b>32</b>	6 727.17 \$	2023/01/13	2023/04/18	2023/05/09
<b>33</b>	37 010.32 \$	2023/03/14	2023/05/11	2023/06/01
<b>34</b>	4 265.56 \$	2023/06/01	2024/05/14	2024/05/21
<b>35</b>	2 321.88 \$	2023/06/13	2023/12/24	2024/01/31
<b>36</b>	241.30 \$	2023/08/17	2024/05/02	2024/05/14
<b>37</b>	843.18 \$	2023/10/27	2024/05/14	2024/05/21
<b>38</b>	1 231.55 \$	2023/11/02	2024/01/24	2024/02/13
<b>39</b>	7 610.19 \$	2023/11/10	2023/12/07	2024/02/05
<b>40</b>	192.80 \$	2023/11/28	2024/05/02	2024/05/14
<b>41</b>	773.96 \$	2024/02/19	2024/06/11	2024/06/26
<b>42</b>	1 263.24 \$	2024/03/05	2024/04/24	2024/05/03
<b>43</b>	1 411.12 \$	2024/03/20	2024/06/12	2024/07/08
<b>44</b>	6 380.84 \$	2024/04/03	2024/08/23	2025/02/26
<b>45</b>	2 297.65 \$	2024/04/25	2024/07/31	2024/10/11
<b>46</b>	1 758.58 \$	2024/05/09	2024/09/16	2024/11/01
<b>47</b>	812.17 \$	2024/06/13	2024/09/18	2025/02/13
<b>48</b>	2 901.82 \$	2024/06/26	2024/11/06	2025/03/03
<b>49</b>	6 564.02 \$	2024/07/03	2025/01/24	2025/03/04
<b>50</b>	1 148.90 \$	2024/08/16	2025/01/21	2025/03/18
<b>51</b>	3 531.57 \$	2024/09/17	2024/10/18	2024/10/30
<b>52</b>	1 047.07 \$	2024/09/18	2025/07/11	2025/08/05
<b>53</b>	466.88 \$	2024/09/30	2025/04/29	2025/06/05
<b>54</b>	1 148.84 \$	2024/10/02	2025/01/21	2025/03/20
<b>55</b>	491.60 \$	2024/10/07	2025/03/06	2025/05/14
<b>56</b>	1 745.49 \$	2024/10/09	2024/11/20	2025/01/24
<b>57</b>	1 569.23 \$	2024/12/13	2025/03/20	2025/06/06

58	1 203.65 \$	2025/01/17	2025/02/25	2025/02/27
59	687.82 \$	2025/01/22	2025/04/29	2025/06/05
60	9 004.95 \$	2025/01/22	2025/02/25	2025/04/14
61	3 174.47 \$	2025/01/31	2025/03/03	S/O
62	1 288.52 \$	2025/02/11	2025/05/01	2025/05/14
63	1 647.98 \$	2025/02/21	2025/11/28	2025/12/12
64	3 155.94 \$	2025/02/26	2025/05/02	2025/05/09
65	1 038.64 \$	2025/02/28	2025/05/01	2025/05/14
66	1 069.72 \$	2025/03/10	2025/08/13	2025/09/08
67	5 896.36 \$	2025/03/24	2025/08/26	2025/09/09
68	1 046.47 \$	2025/03/27	2025/08/29	2025/12/09
69	1 399.68 \$	2025/04/07	2025/06/20	2025/07/10
70	4 226.15 \$	2025/04/17	2025/07/17	2025/09/09
71	1 225.59 \$	2025/05/01	2025/06/26	S/O
72	424.75 \$	2025/05/07	2025/07/11	2025/08/05
73	868.84 \$	2025/05/21	2025/10/22	S/O
74	924.67 \$	2025/05/22	2025/12/10	S/O
75	963.40 \$	2025/06/04	2025/08/29	2025/12/09
76	2 297.73 \$	2025/06/19	2025/09/25	2025/10/07
77	4 095.52 \$	2025/07/11	2025/11/14	2025/11/21
78	1 728.31 \$	2025/07/28	2025/11/20	2025/11/25
79	2 346.09 \$	2025/08/05	2025/10/16	S/O
80	11 698.43 \$	2025/08/13	2025/12/04	2025/12/12
81	4 264.10 \$	2025/09/11	2025/11/14	2025/11/21
82	1 090.93 \$	2025/09/18	2025/11/20	2025/11/25
83	505.96 \$	2025/10/02	2025/12/10	S/O
84	508.77 \$	2025/10/08	2025/10/31	2025/11/10
85	824.95 \$	2025/10/08	2025/10/31	2025/11/04
86	680.99 \$	2025/10/09	2025/10/31	2025/11/12
<b>Total : 86 poursuites</b>	<b>559 213.33\$</b>			

## Tableau XI – Inspections dans les entreprises

### Notes :

- (1) **Inspection régulière** : Indiquer le nombre d'inspections auprès des employeurs, professionnels ou non, déjà assujettis au décret concernant le respect des conditions prévues au décret et aux règlements.
- (2) **Inspection spéciale** : Indiquer le nombre d'inspections à la suite d'une plainte d'un salarié assujetti ou non, en regard de l'application des dispositions du décret.
- (3) **Inspection sur le champ d'application** : La première inspection effectuée à la suite d'une plainte, d'une dénonciation ou d'une vérification du champ industriel, professionnel ou territorial du décret. Indiquer le nombre d'inspections.
- (4) **Autre inspection** : Indiquer le nombre d'inspections concernant toute matière non prévue aux inspections précédentes, telle que : information, qualification, classification ou réclamation.
- (5) **Employeur** : Tel que défini au paragraphe f) de la Loi sur les décrets de convention collective.
- (6) **Employeur professionnel** : Tel que défini au paragraphe g) de la Loi sur les décrets de convention collective.
- (7) **Entreprises visitées** : Indiquer le nombre d'entreprises visitées, gérées par des employeurs, professionnels ou non.
- (8) **Salariés concernés** : Indiquer le nombre de salariés directement concernés par l'inspection. Ne pas compléter cette colonne, sous la rubrique « champ d'application ».
- (9) **Inspecteurs au CP** : Indiquer le nombre d'inspecteurs du Comité paritaire.

Inspections	Employeurs concernés (5)	Employeurs professionnels concernés (6)	Visites	Entreprises visitées (7)	Salariés concernés (8)
Régulières (1)		144		144	4015
Spéciales (2)		80	106 Inspections		168
Champs d'application (3-8)		202			
Autres inspections (4)		4a) 1030			4b) 964

Nombre d'inspecteurs au Comité paritaire : **11**

Nombre d'individus informé par téléphone : **9843**

4a) Enquêtes de sous-traitance, visites de lieux de travail et autres enquêtes

4b) Nombre de salariés interviewés en personne